



Interurbain Isère

6/05/2024

Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !

Les occupations de campus universitaires se sont multipliées ces dernières semaines, aux États-Unis et maintenant en France, comme à Sciences Po et dans de nombreuses universités, pour dénoncer le massacre en cours à Gaza. Partout, la jeunesse plante des tentes, occupe, manifeste en solidarité avec la population palestinienne. Ces manifestations inquiètent les gouvernements, qui redoutent de se retrouver face à un vaste mouvement de la jeunesse, comme lors de la guerre du Vietnam.

Silence, on massacre !

Une campagne de dénigrement a été lancée pour accuser les étudiants d'antisémitisme. Cette calomnie est systématiquement utilisée, y compris vis-à-vis des associations juives pour la paix qui dénoncent elles aussi la sale guerre menée par Netanyahu. Voilà qui en montre bien l'absurdité, au moment où c'est le candidat du Rassemblement national, Jordan Bardella, qui se fait le chantre de la lutte contre l'antisémitisme ! Que des jeunes dénoncent la mort de plus de 35 000 hommes, femmes et enfants, le massacre qui continue et la découverte de charniers sous les hôpitaux, c'est bien normal. Le dénoncer n'a rien d'antisémite ! La jeunesse s'inquiète aussi de l'avenir que tous les va-t-en-guerre préparent à la population du monde entier, y compris israélienne : celui d'une guerre sans fin, pour le plus grand profit des marchands d'armes et pour la défense des intérêts de l'impérialisme occidental au Moyen-Orient. Car le capitalisme, c'est la guerre, avec le sang des peuples, avant tout celui du peuple palestinien, mais aussi celui des Ukrainiens et de bien d'autres populations dans le monde.

Ils nous mènent une guerre sociale... rendons coup pour coup !

Le gouvernement voudrait nous faire taire sur le génocide en cours à Gaza, mais aussi sur toutes les attaques sociales qu'il met en œuvre. « Taxe lapin », tri social à l'école, effondrement des services publics : il ne rate aucune occasion de nous pourrir la vie. La dernière en date : l'attaque contre les locataires de HLM. Il prétend résoudre le manque de logements sociaux par l'expulsion des familles qui dépasseraient les plafonds de ressources. Pas de quoi satisfaire les 2,4 millions de demandes de HLM et aider les 330 000

personnes sans domicile. S'attaquer aux pauvres, trop riches à ses yeux, ça, ce gouvernement sait le faire ! Pour mieux bichonner les villes qui ne veulent pas construire de logements sociaux et les propriétaires des 3 millions de logements vides qu'on devrait réquisitionner.

Logement, emploi, salaires, rien ne va. Nous aurions bien des raisons de planter des tentes partout nous aussi, pour le dénoncer ! Et surtout bien des raisons de lutter, de nous mettre en grève et d'arrêter de faire tourner cette société, pour les profits d'une petite minorité d'exploiteurs. C'est ce qu'ont décidé de faire les travailleurs de MA France, sous-traitant de l'automobile pour Stellantis, en grève depuis le 16 avril contre la menace de fermeture du site. Alors que le PDG Carlos Tavares gagne 100 000 euros par jour, lui et les actionnaires de Stellantis voudraient priver de leur emploi 280 embauchés et 140 intérimaires.

Aux élections européennes, le NPA-Révolutionnaires présente une liste de 81 travailleurs, travailleuses et jeunes pour mettre en avant ce programme de lutte. On nous l'a assez répété pendant la crise sanitaire : nous sommes les premières lignes ! Nous sommes celles et ceux qui font tourner la société. Nos intérêts ne seront défendus dans aucune joute parlementaire, nous sommes les seuls à pouvoir le faire par nos mobilisations. C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons ! Alors le 9 juin, votez pour la liste conduite par Selma Labib et Gaël Quirante.

MEETINGS DANS LA RÉGION

- **Mardi 28 mai 19h30 à Lyon (CCVA)**
- **Mercredi 5 juin 18h30 à Grenoble (Maison du tourisme)**

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA



Prime d'intéressement, quel intérêt pour les travailleurs ?

À KPA, nous toucherons ces prochains jours cette fameuse prime qui, pour un conducteur présent toute l'année, avoisinera les 500 euros. C'est une première dans l'histoire de Keolis/Carpostal, car la prime tournait plus aux alentours de 100 euros ces dernières années... Et pourtant, malgré cette somme qui fera du bien à tous, il s'agit bien d'une escroquerie à plusieurs niveaux. Déjà, la prime dépend de gains de productivité pour l'entreprise, dont on nous reverse ici qu'une partie, or c'est notre salaire, et son augmentation régulière, qui doit prendre la part totale des gains de productivité. Ensuite, cette prime est exemptée de charges sociales, plus notre rémunération sera composée de ce type de primes, plus les gouvernements pourront attaquer nos droits (retraite, maladie, chômage) en prétextant le déficit des caisses. Enfin, le versement de cette prime aura sans doute contribué à la justification de la modicité de l'augmentation des NAO (4,5% ; en dessous de l'inflation). L'intérêt des travailleurs, c'est les augmentations de salaire, et leur arme pour les obtenir, c'est la grève.

La lutte paie à Keolis Argenteuil Boucles de Seine

Après douze jours d'une grève déterminée, nos collègues de Keolis en région parisienne ont obtenu gain de cause. À leur revendication de 4% d'augmentation du salaire, la direction a répondu en lâchant 3% et en accordant une prime de présentisme et une de non-accident, ce qui, mis bout-à-bout, représente environ 4% d'augmentation.

Mais ces primes sont injustes : un nouvel embauché fait plus d'accident qu'un conducteur plus expérimenté et il y a bien des raisons qui font qu'un salarié peut être absent sur un mois (maladie, problèmes familiaux, sans même parler des futures grèves !), pourtant, on a tous besoin du même salaire pour vivre ! Avec ses primes, la direction cherche à diviser les anciens grévistes, mais pas sûr que cela marche car le combat qu'ils ont mené ensemble les a soudés. C'est un gage pour l'avenir !



Selma Labib
@SelmaLabib

Grève des jeunes embauchés à la #RATP :
"on a appris à conduire, maintenant on apprend à lutter !"

Partout, il faut aller chercher des augmentations des salaire par nos luttes.

Retrouve en vidéo notre camarade Selma Labib, tête de liste aux européennes



MA France (région parisienne) : en grève contre les licenciements

Depuis le 16 avril, les salariés de l'usine sous-traitante d'emboutissage MA France (ex-Magnetto) à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) sont en grève à 90 %, dont les chefs d'équipe. Ils luttent contre la fermeture de leur site qui emploie 280 CDI et 140 intérimaires.

Si le site doit fermer, et en cas de licenciement, ils revendiquent 70 000 € net de prime supra-légale, en plus de la prime minimum légale. Cette grève a mis à l'arrêt 3 usines Stellantis (Poissy, Sevelnord et Luton en Angleterre) et le groupe perd des millions d'euros par jour.

Face aux risques de fermeture, les salariés n'ont pas attendu une confirmation officielle, ils ont pris les devants en passant à l'attaque : ils se sont mis en grève surprise, ont bloqué les stocks de pièces et surtout les moules. Grâce à ces initiatives, ils ont lutté dès le départ contre le chantage de leurs directions qui voulaient les mettre à la porte avec trois fois rien. Le rapport de force c'est la seule négociation que comprennent les patrons.

Nos candidats Révolutionnaires dans le secteur du transport

Notre liste *Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution !* est menée par Selma Labib, conductrice de bus à Paris. Nos camarades Pierre et Gilles, conducteurs de car en Isère et en Bretagne, Tristan, conducteur de bus à Lyon sont également candidats, ainsi que Samuel et Vincent, ouvriers de la maintenance ferroviaire en région parisienne. Voter pour notre liste, c'est voter pour une liste à l'image du monde du travail, de ses préoccupations et de ses luttes !

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique